



## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>68030</b>	<b>De Mme Isabelle Attard ( Écologiste - Calvados )</b>	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé &gt;</b> Handicapés et lutte contre l'exclusion		<b>Ministère attributaire &gt;</b> Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche
<b>Rubrique &gt;</b> enseignement : personnel	<b>Tête d'analyse</b> >auxiliaires de vie scolaire	<b>Analyse &gt;</b> recrutement. perspectives.
Question publiée au JO le : <b>04/11/2014</b> Réponse publiée au JO le : <b>20/01/2015</b> page : <b>392</b> Date de changement d'attribution : <b>11/11/2014</b>		

### Texte de la question

Mme Isabelle Attard alerte Mme la secrétaire d'État, auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion, sur le recrutement des auxiliaires de vie scolaire. À ce jour, de trop nombreux enfants porteurs de handicap ne peuvent pas suivre une scolarité paisible et optimale en raison de l'absence d'auxiliaire de vie scolaire formés et stables, présents dès la rentrée scolaire. À chaque rentrée scolaire, parents et enfants se trouvent confrontés à l'absence d'AVS. La rentrée scolaire ne peut donc pas se faire normalement. Les critères de recrutement des AVS limitent les possibilités pour les rectorats de sélectionner les personnes les plus adaptées et volontaires pour ces missions. Les conditions de rémunération ne permettent pas d'attirer à ces fonctions des personnes qualifiées. Les modalités d'emploi favorisent la précarité des personnes recrutées. Ces trois éléments cumulés mènent nécessairement à l'échec de la scolarisation des enfants porteurs de handicap au sein de l'école de la République. La première des accessibilités c'est celle qui mène à l'école, celle qui permet de grandir et de devenir un citoyen à part entière. Or l'absence d'AVS éteint toute forme d'accession à la connaissance et au développement. À l'heure où nous cherchons tous à renouveler la cohésion sociale, l'intégration de tous les enfants à l'école est un élément fondamental de la lutte contre l'exclusion. Dans la quête d'une société plus juste et plus solidaire, elle lui demande de dévoiler les moyens mis en œuvre pour améliorer les conditions d'accessibilité à l'école et la lutte contre l'exclusion des élèves porteurs de handicap.

### Texte de la réponse

Le Gouvernement est pleinement engagé pour faciliter la scolarisation des enfants en situation de handicap. Aussi, la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République a fait figurer, dès le premier article du code de l'éducation (L. 111-1), le principe de l'inclusion scolaire de tous les enfants, sans aucune distinction. Pour traduire cette volonté, le Gouvernement confirme l'effort engagé ces deux dernières années avec le recrutement, en 2014, de 350 nouveaux auxiliaires de vie scolaire pour l'aide individuelle (AVS-i). En outre, une mesure législative a été rendue nécessaire afin d'introduire une disposition dérogeant à la durée maximale d'engagement (6 ans) et la possibilité d'accéder à un CDI. Pour ce faire, l'article 124 de la loi de finances initiale pour 2014 a créé dans le code de l'éducation un nouveau chapitre intitulé « Dispositions spécifiques relatives aux accompagnants des élèves en situation de handicap » et un article L. 917-1. Outre la professionnalisation des fonctions d'accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) et leur pérennisation, cet article de loi prévoit également que les AED-AVS maintenus dans leurs fonctions à la rentrée

scolaire 2013, bien que parvenus au terme de six années d'engagement au plus tard le 1er janvier 2013, peuvent bénéficier d'un CDI. Le Gouvernement a concrétisé ce dispositif au travers du décret n° 2014-724 du 27 juin 2014 qui offre à ces collaborateurs une véritable reconnaissance de leurs compétences et des garanties professionnelles sur le long terme. Ce nouveau cadre juridique concernera plus de 28 000 agents sur l'ensemble du quinquennat. Les candidats aux fonctions d'AESH doivent être titulaires d'un diplôme dans le domaine de l'aide à la personne ou justifier d'au moins deux ans d'expérience dans des fonctions d'aide à l'inclusion scolaire ou d'accompagnement d'élèves ou d'étudiants en situation de handicap. Les AESH sont recrutés par contrat à durée déterminée (CDD) d'une durée maximale de trois ans. A l'issue de six années d'exercice effectif des fonctions, si un nouveau contrat est conclu, il le sera sous la forme d'un CDI. Les services accomplis en qualité d'AED pour exercer des fonctions d'aide à l'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap étant assimilés à des services accomplis en qualité d'AESH, des CDI vont régulièrement pouvoir être conclus dès maintenant. S'agissant des critères d'appréciation de l'ancienneté, les services discontinus d'AESH sont pris en compte dans le calcul des six années ouvrant droit au CDI, sous réserve que la durée des interruptions n'excède pas quatre mois. Enfin, ces agents, qui bénéficient désormais d'une situation professionnelle pérenne, pourront, sans que cela constitue une condition pour l'obtention d'un CDI, s'engager dans une démarche de validation des acquis de l'expérience (VAE) afin de valider un diplôme d'État unique d'accompagnant, qui est actuellement en cours d'élaboration et qui leur permettra de voir leur compétences professionnelles reconnues. Au-delà des moyens humains, le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche a engagé un effort en faveur de la formation de tous les personnels de l'éducation à la prise en charge du handicap et développe des ressources numériques permettant de répondre aux besoins spécifiques des élèves. Ainsi, dans le cadre de la modernisation de l'action publique seront bâtis de véritables « parcours de scolarisation » pour personnaliser les solutions offertes aux élèves. Par ailleurs, les écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) dispensent des formations portant sur ces sujets.